

mémoires que nous avons reçus allaient de la lettre manuscrite d'une demi-page à l'exposé de quarante pages en provenance du *Interchurch Committee on Corporate Responsibility on South Africa* ou de l'Institut canadien d'études stratégiques. Les témoignages que nous avons entendus étaient tout aussi variés, allant de la déclaration enflammée de cinq minutes jusqu'à la réunion-débat de deux heures. Rarement avons-nous pu conclure à l'existence d'un consensus, les interventions traduisant souvent des points de vue radicalement opposés.

Après avoir traversé le pays à deux reprises et avoir tenu des audiences dans toutes les provinces et tous les territoires, nous nous sommes rendu compte à quel point les préoccupations des Canadiens étaient influencées par des considérations régionales, voire locales. Ainsi, au cours des audiences que nous avons tenues à Terre-Neuve, des témoins se sont plaints des vols d'entraînement à basse altitude et à grande vitesse qu'effectuaient les avions militaires basés à Goose Bay. Ils s'opposaient à ce que la base devienne un jour un centre de formation de l'OTAN, possibilité qui trouvait d'ardents défenseurs dans la même collectivité. Au Québec, des témoins étaient préoccupés parce que l'agence américaine de protection de l'environnement avait l'intention d'interdire toute importation d'amiante à l'avenir. Les Manitobains s'inquiétaient, pour leur part, du fait que les États-Unis s'apprêtaient à construire le barrage Garrison. Tant les Québécois que les Manitobains craignaient que les États-Unis décident d'enfouir des déchets nucléaires à proximité de la frontière sud de leur province. Dans l'ouest du Canada, on s'inquiétait de la chute des cours mondiaux du pétrole, tandis que, dans les provinces de l'Atlantique, la grande préoccupation au moment de nos audiences était de savoir si les États-Unis allaient continuer à imposer un droit compensatoire sur les exportations de poisson. Au Yukon, la question de la délimitation de la frontière maritime entre ce territoire et l'Alaska occupait beaucoup les esprits, tout comme en Colombie-Britannique, où la délimitation de la frontière maritime avec l'Alaska et l'État de Washington posait des problèmes analogues. Dans les Territoires du Nord-Ouest, une bonne partie des habitants s'inquiétaient d'un arrêt possible des importations de certaines fourrures, surtout en Europe, éventualité tout aussi menaçante pour l'économie locale que l'avait été la décision de la Communauté économique européenne d'interdire la vente de fourrures de bébés phoques, décision qui avait suscité une vive controverse à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Après avoir examiné attentivement cet important éventail d'opinions et après mûre réflexion, nous avons retenu cinq grands domaines de préoccupation qui semblent soutenir et caractériser une bonne partie des témoignages, mémoires et lettres.

### *Un intérêt marqué pour les questions de sécurité internationale*

En cette époque troublée, presque tous les Canadiens se préoccupent profondément de la paix et de la sécurité internationales. Ils s'inquiètent des tensions Est-Ouest, de la prolifération des armes nucléaires, du terrorisme international et des autres manifestations d'amertume et d'hostilité qui abondent aujourd'hui dans le monde.

Les politiques des superpuissances sont une grande source d'incertitude. L'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev a donné à certains de nos témoins l'espoir d'une amélioration éventuelle de la politique nationale et de la politique étrangère soviétiques. Cependant, les dépenses militaires n'ont pas diminué et ce n'est que tout récemment que la possibilité d'un règlement du problème de l'Afghanistan et d'une réduction des dépenses militaires n'est apparu à l'horizon. Même si Ronald Reagan a suggéré, l'année passée, de réduire fortement les arsenaux nucléaires, de